

« *Le drame humain vécu à Ceuta et Melilla peut être abordé uniquement à partir de la coordination des pays concernés* »

Les ambassadeurs d'Espagne et du Maroc coïncident sur le bon moment des relations bilatérales, ce qui se traduit par une coopération politique, économique et culturelle.

DEBAT entre Omar Azziman et Luis Planas modéré par Andreu Claret et Darío Valcárcel

Depuis l'accession au gouvernement du président José Luis Rodríguez Zapatero, les relations entre l'Espagne et le Maroc sont passées d'un moment de tension à une phase d'entente et de confiance, et le dialogue a repris. C'est ce que pensent les ambassadeurs du Maroc en Espagne, Omar Azziman, et celui de l'Espagne au Maroc, Luis Planas. **AFKAR/IDEES** les a réunis pour débattre de cette nouvelle étape et des principaux sujets qui marquent les relations bilatérales.

Relations Espagne-Maroc

AFKAR/IDEES : *Pendant la dernière décennie, les relations entre l'Espagne et le Maroc ont vécu des moments très différents. Quel bilan faites-vous du premier an et demi du gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero ?*

OMAR AZZIMAN : Très positif. En peu de temps, les relations bilatérales sont passées d'un moment de tensions et de malentendus à un autre d'entente et de confiance. Il s'agit d'une grande avancée que nous devons consolider pour que le bon sens soit une option irréversible et pour protéger notre avenir des vicissitudes et des intempéries. Pour cela, nous devons réussir à intégrer, sans réserves, les opinions publiques dans ce processus, ce qui profitera aux deux nations à court, moyen et long terme. Parier pour le bon sens, avec le regard pointé sur l'avenir et la destinée commune, doit prévaloir sur la méfiance, les clichés qui nous condamnent à être les éternels otages du passé.

Les difficultés ne vont pas disparaître du jour au lendemain ; mais le rapprochement, l'entente, le dialogue et le pari pour l'avenir génèrent une dynamique d'action qui dissout un grand nombre d'affaires en suspend, dans le cadre de l'amitié, des aspirations partagées et des intérêts communs et ouvre à la fois de nouveaux horizons et de nouvelles perspectives.

LUIS PLANAS : A mon avis, la plus grande réussite de cet an et demi est le rétablissement de la confiance mutuelle. En raison de circonstances que tout le monde a en tête, le pouls de nos relations bilatérales était devenu trop faible pendant la période immédiatement précédente. Ce qui est mauvais entre deux voisins et amis. Je crois que pendant ce dernier an et demi nous avons récupéré le dialogue à tous les niveaux, avec des réussites évidentes sur certains terrains et avec la volonté manifeste des deux côtés de sceller une alliance stratégique entre nos pays. Pour preuve de cela je citerai trois exemples : la multiplication des échanges économiques et des investissements ; la lutte coordonnée contre l'émigration illégale ; ou la fermeture d'un nouvel accord de pêche Maroc-Union européenne (UE) dont la flotte artisanale espagnole se bénéficiera substantiellement.

A/I : *Parmi les gestes de rapprochement des deux pays, l'on peut souligner la visite des rois d'Espagne au Maroc en janvier 2005 et la Réunion de Haut Niveau (RHN) qui s'est tenue en*

octobre de cette année. Depuis lors, beaucoup de projets communs ont ressuscité et d'autres ont été mis sur pied. Comment évaluez-vous le voyage des rois ? Quels autres projets devrait-on encourager ?

O.A. : Chaque visite royale a eu une grande portée. Celle des rois d'Espagne au Maroc a servi pour tourner la page, inaugurer une nouvelle étape, mettre sur pied de grands projets et épauler les grandes réformes qui sont en train de se réaliser au Maroc. La visite du roi du Maroc et du prince Moulay Rachid à Madrid en mars devait affirmer que dans la lutte contre le terrorisme, l'Espagne et le Maroc sont du même côté, qu'ils défendent les mêmes valeurs et les mêmes avancées démocratiques, face à tous ceux qui veulent nous renvoyer à des temps anciens.

La RHN a été une occasion de faire le bilan de la coopération et de donner aux relations bilatérales un nouvel élan sur tous les domaines. Ainsi, par exemple, l'Université des Deux Rois de Tétouan donne une nouvelle dimension à la coopération culturelle. La récente visite de Zapatero à Rabat, pour le 50^e anniversaire de l'indépendance du Maroc, montre à quel point nous assumons notre histoire, en regardant vers le futur, pour asseoir les bases d'une destinée commune. La rencontre de Driss Jettou à Séville avec les dirigeants du monde économique a servi pour expliquer que les changements politiques effectués au Maroc requièrent un appui économique fort, auquel les entrepreneurs espagnols peuvent con-

La lutte contre l'immigration illégale exige un dialogue entre les pays d'origine, de transit et d'accueil

OMAR AZZIMAN



O.A. : La RHN a été la culmination de nombreuses rencontres politiques et de coopération sectorielle entre les deux parties. En cette occasion l'on a atteint plusieurs réussites de grand intérêt, l'on peut relever la volonté des deux parties de consolider leur coopération en matière judiciaire et de sécurité, de lutte antiterroriste et contre le crime organisé et la volonté de donner un nouvel élan à la coopération relative aux questions des migrations.

Un autre aspect relevable est le compromis de l'Espagne d'accompagner le Maroc dans un de ses ambitieux projets socio-économiques qui a pris forme dans l'Initiative nationale pour le développement humain, lancée par Mohammed VI, en mai 2005. Dans ce sens, l'on peut noter l'importance de l'accord d'association stratégique en matière culturelle et de coopération au développement.

En matière d'éducation, il faut souligner, en plus de l'amplification de l'enseignement de la langue espagnole, l'importance de la création d'un second centre éducatif espagnol à Rabat et, surtout, la création de l'Université des Deux Rois.

Sur le plan culturel il faut signaler la décision d'effectuer conjointement des éditions et des traductions d'œuvres littéraires en arabe et en espagnol.

Une autre avancée a été la signature d'une Déclaration d'intentions sur la coopération et l'assistance technique pour les questions du travail qui va, sans doute, encourager la coopération bilatérale en matière d'emploi, formation, relations de travail et immigration.

Les deux parties ont estimé également et positivement leur coopération sectorielle et programmé leur volonté de

Omar Azziman, ambassadeur du Maroc : « Dans la lutte contre le terrorisme, le Maroc et l'Espagne sont du même côté ». /AFP

tribuer au profit de leurs affaires, de l'Espagne et du Maroc.

L.P. : Je crois que le voyage officiel des Rois au Maroc constitue sans doute le plus grand succès de cette période. Il symbolise la proximité des deux maisons royales, mais surtout, c'est l'expression du rapprochement des peuples. Chacune des trois journées – Marrakech, Rabat et Tanger –, ont constitué en soi un symbole. Et les questions abordées : politiques, économiques et culturelles, couvrent pratiquement la totalité des domaines d'intérêt commun.

Deux questions de longue portée sont à souligner : la liaison fixe du Détroit et l'Université des Deux Rois. Le premier, dont les études géologiques initiales ont été faites et qui doit maintenant continuer avec les études

financières et de génie civil, constitue un pari pour le XXI^e siècle dans les relations entre l'Europe et l'Afrique, à travers l'Espagne et le Maroc. L'Université hispano-marocaine a pour vocation de compléter la présence de l'enseignement de la langue et la culture espagnoles au Maroc, enseignement qui est déjà présent à travers les 11 centres d'éducation primaire et secondaire, les cinq Instituts Cervantès et la présence de l'espagnol dans le système éducatif public marocain.

A/I : La dernière RHN s'est tenue en une période où les relations hispano-marocaines affrontaient une situation très délicate du fait des événements de Ceuta et Melilla. Malgré cela, sur quelles questions pensez-vous que l'on ait avancé ?

De l'aide au développement et un contrôle effectif des frontières, moyens pour en finir avec l'immigration illégale

LUIS PLANAS

la renforcer, surtout en matière touristique, d'environnement, de transport, de travaux publics, d'agriculture, de pêche. Quand à ce dernier secteur, l'on note les avancées atteintes et le compromis de la partie espagnole de collaborer avec le Maroc dans son programme de développement du secteur de la pêche.

L.P. : Il est vrai que la coopération s'est améliorée substantiellement. Dans le domaine politique, avec un contact permanent entre les départements ministériels homologues et la réalisation d'actions communes. Un exemple : la mission de maintien de la paix en Haïti sous le parapluie des Nations unies, qu'effectuent les forces armées d'Espagne et du Maroc. Certainement dans le domaine économique, avec une croissance notable des investissements, dont l'obtention d'une seconde licence de téléphonie fixe est un excellent exemple, pour ne pas parler des nouveaux projets industriels et énergétiques. Et certainement dans le domaine culturel, avec un intérêt doublé par la connaissance de l'espagnol et de notre culture. Même les événements provoqués par les avalanches massives d'émigrés illégaux ont pu être surpassées grâce au travail coordonné des deux pays. Il aurait été difficile de le faire si la situation était autre.

A/1 : *En ce moment trouver une solution au flux d'immigrés subsahariens qui essayent d'entrer en Espagne à travers Ceuta et Melilla est une des priorités des deux pays. Comment peut-on réussir à être effectifs dans le contrôle des frontières et respecter à la fois la dignité et les droits des personnes ?*



L'ambassadeur Luis Planas reçoit le président du Congrès des députés, Manuel Marín, à son arrivée au Maroc en visite officielle. Rabat, mars 2005. /EFE

L.P. : Le drame humain vécu à Ceuta et Melilla du fait des tentatives d'entrée massive d'émigrés illégaux subsahariens n'est imputable ni au Maroc ni à l'Espagne. C'est un problème plus ample qui implique l'Afrique et l'Europe de façon générique, et les pays d'origine, de transit et de destination de façon concrète. La seule chose à faire est d'attaquer le problème par la racine, c'est à dire en combattant la pauvreté, la marginalisation et le manque de perspectives de la population d'un grand nombre de pays subsahariens, ce qui implique d'accroître les efforts dans l'aide au développement. De même, poursuivre le travail de désarticulation des réseaux et des mafias qui

profitent de ces personnes. Et, en dernier lieu, effectuer un contrôle effectif des frontières ce qui ne signifie pas leur fermeture, mais la gestion contrôlée des migrations, un instrument pour garantir le respect de la dignité des personnes et leur intégration dans la société.

O.A. : La question est complexe et je ne crois pas qu'il existe une recette magique pour faire des miracles. Nonobstant, l'expérience nous conduit à tenir en compte certaines considérations préalables. Etant donné que c'est une question qui se vit avec préoccupation et avec passion et qui est souvent cause de confrontations politiques et partisa-

L'Année du Maroc en Espagne est une bonne occasion pour en finir avec les clichés et les préjugés

OMAR AZZIMAN

nes, avant tout il faut extraire la question migratoire des événements – le phénomène n'est pas conjoncturel –, fuir la crainte et la peur – ils ne sont de bon conseil –, et faire très attention avec les confusions et les amalgames. Il faut une grande sérénité.

Un grand effort « pédagogique » est aussi nécessaire pour comprendre et expliquer qu'il s'agit d'un phénomène social global très complexe, de dimension mondiale, qui trouve ses causes principales dans le développement inégal et le fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres et qui est étroitement uni à la globalisation économique, aux règles du jeu qui dirigent l'économie mondiale et à l'interdépendance croissante. La seule réponse possible passe par la mise en place de véritables politiques de développement et de coopération entre les pays récepteurs et émetteurs. Il faut donc reconnaître que la dimension sécuritaire a montré ses limites et doit être substituée définitivement par une analyse globale, qui prenne en compte la dimension politique, économique, sociale, culturelle, démographique, géographique, identitaire et existentielle des migrations, en favorisant une optique humaine et solidaire qui respecte la dignité et les droits de l'émigrant. Cette analyse exclut l'unilatéralité et suppose un dialogue ouvert entre les pays d'origine, de transit et d'accueil qui tiennent en compte aussi bien les pays riches comme le nécessaire développement des pays d'origine.

A la suite des événements vécus au Maroc et en Espagne en octobre, les deux gouvernements travaillent dans cette direction avec d'autres pays européens, maghrébins et subsahariens, aussi bien dans le cadre de l'UE que dans celui de la conférence eu-

ro-africaine. Cette optique est, à mon avis, l'approche la plus adéquate.

A/I : *La lutte contre le terrorisme est une autre affaire primordiale où la coopération, policière et judiciaire est nécessaire surtout après les attentats de Casablanca et de Madrid. Comment croyez-vous que cette coopération policière et judiciaire puisse être renforcée ?*

O.A. : Dans la lutte contre le terrorisme, le Maroc et l'Espagne sont clairement du même côté et les deux pays luttent avec la même détermination et fermeté pour la même cause à travers une coopération exemplaire. Une coopération intense et fluide entre les services d'intelligence. Une coopération avancée entre les services de police avec des agents de liaison établis au Maroc et en Espagne. Une coopération de haut niveau entre les institutions judiciaires qui s'occupent de la lutte contre le terrorisme avec un juge de liaison marocain à Madrid et un autre espagnol à Rabat.

Ce modèle de coopération, difficile à imaginer il y a peu de temps, est en train de donner de bons résultats selon les participants, espagnols et marocains, et pourra s'adapter au fur et à mesure à l'évolution du terrorisme international et aux besoins de cette lutte.

L.P. : Ainsi que l'ambassadeur Azziman nous a dit, nous disposons de magistrats de liaison à Madrid et à Rabat qui permettent d'accroître le volume et l'effectivité de notre action de lutte contre le crime organisé. L'action policière est régulièrement coordonnée dans tous les champs, des plus proches de la pro-

tection civile, comme l'opération Passage du Détroit, jusqu'à ceux concernant la lutte antiterroriste.

L'image de l'Autre

A/I : *2006 va être « L'Année du Maroc en Espagne », en continuation de « L'Année de l'Espagne au Maroc » : Quelles vont être les activités mises en place pour faire connaître le pays ? Comment impliquer les citoyens dans cette opération ?*

L.P. : Du côté espagnol, en 2005, nous avons mis en place plus de 200 actes partout au Maroc, dans ce que l'on a appelé « L'Année de l'Espagne au Maroc ». En 2006 nous voulons que ce soit le Maroc qui occupe la scène espagnole pour se faire connaître dans sa réalité actuelle, en incluant tous les aspects de sa vie sociale et culturelle. Malgré les moyens de communication modernes, ce déficit de connaissance existe, ce qui est choquant pour deux pays si proches géographiquement. Plus d'un demi million de marocains résident en Espagne, et environ 350 000 espagnols visitent le Maroc chaque année et malgré cela, un effort de connaissance et de dépassement des clichés est nécessaire.

O.A. : Pour nous, « L'Année du Maroc en Espagne » est un grand pari et un grand défi. Nous sommes conscients de la mauvaise image du Maroc en Espagne, mais cette image négative ne reflète pas la réalité, ce n'est qu'une caricature. « L'Année du Maroc en Espagne » veut aborder ce problème délicat de la méconnaissance, fruit d'un héritage historique complexe et de nombreux clichés et préjugés. Il ne s'agit pas de réécrire l'histoire – bien qu'il ne serait pas mauvais de corriger ce

Au Maroc, l'on remarque le désir de participation de la société civile dans le processus de démocratisation

LUIS PLANAS

qui a été dénaturisé – mais de faire connaître la réalité du Maroc tel qu'il est : un pays qui lutte contre les tares et les défauts du sous-développement, qui avance sur le sentier de la démocratisation et la modernisation de la société et de l'Etat de Droit, un pays de plus en plus ouvert et ancré à l'Europe, un partenaire sérieux et indispensable pour l'Espagne et pour l'espace euroméditerranéen. « L'Année du Maroc en Espagne » a pour but de faire connaître la réalité du Maroc partout en Espagne, avec une grande variété d'activités : expositions, concerts, cinéma, théâtre, sports, gastronomie, débats sur des sujets historiques, politiques, économiques, culturels...

De plus nous jouissons du compromis du gouvernement espagnol, de l'appui des communautés autonomes, de la participation des sociétés civiles, des citoyens espagnols et marocains, et de nombreux amis du Maroc.

A/I : *Dans une conférence prononcée en Espagne, l'ambassadeur Azziman parlait du « Maroc qui bouge, qui change, qui avance... » Quels traits distingueriez-vous ?*

O.A. : Oui, effectivement. C'est arrivé lors de la séance extraordinaire de l'Académie Royale des Sciences économiques et financières et de l'Académie Royale du Maroc. Mon but était de faire connaître « le visage inconnu du Maroc » en Espagne et les changements significatifs qui se sont produits dans le domaine des droits humains. J'ai eu l'occasion de parler du travail de réhabilitation des victimes de violations des droits humains, des enquêtes sur les faits et de réconciliation. J'ai pu parler aussi des importantes mesures de promotion de la culture démocratique

à travers le système éducatif et la nouvelle dynamique de la société civile... Le but était de montrer à travers des réformes institutionnelles et législatives, des politiques concrètes et des agissements de la société civile, comment le Maroc s'engage à avancer vers la démocratie, la modernisation de la société et de l'islam. Dans cette conférence je tentais de montrer un Maroc assez peu connu en Espagne : « un Maroc qui bouge, qui change, qui avance, une société qui se construit, qui doute, qui se trompe, qui commet des erreurs, qui a des hauts et des bas mais qui sait quel est son chemin et qui va de l'avant ».

L.P. : Selon moi, le trait le plus remarquable est le désir de participation de la société civile. Les citoyens mêmes sont les plus intéressés dans l'évolution de la vie démocratique du pays. Et avec cela, le rôle de la femme. Avec des statistiques en main, même avec une moindre présence dans le travail ou la vie sociale, mais avec une évolution positive et dynamique de plus en plus importante, ce qui se reflète dans la réforme du Code de la Famille.

A/I : *En début d'année, le Maroc a ouvert une licitation pour l'exploitation à long terme de terres agricoles. Une fois passé le délai pour présenter les demandes, seulement 20 entreprises espagnoles ont concouru (face à 49 françaises). Quelles sont les raisons de ce manque d'intérêt de la partie espagnole ?*

O.A. : La première campagne de promotion des fermes agricoles de SODEA et SOGETA, menée par le gouvernement du Maroc à l'étranger, a eu

lieu en Espagne, concrètement à Valence, Séville et Murcie, fin 2004. Plusieurs visites au Maroc ont été organisées, ainsi que des rencontres entre les autorités compétentes au profit de plusieurs entreprises espagnoles.

Malgré tous ces efforts, la participation des entreprises espagnoles n'a pas atteint l'importance attendue. De toute façon, le Maroc prépare une seconde licitation internationale et j'espère que les entreprises espagnoles soient plus agressives et sachent mieux profiter de cette deuxième opportunité. Ce qui est en jeu est très important puisque, finalement, il s'agit de produire ensemble et de passer d'une logique de concurrence à une logique de complémentarité dans le cadre de l'intégration économique que suppose l'association de progrès du Maroc et d'Espagne.

L.P. : Selon les données finales de cette licitation, les entrepreneurs espagnols sont les premiers bénéficiaires étrangers, avec 10,4 % des terres soumises à concours. Mais il est vrai que les attentes étaient hautes et que la vocation des entreprises agricoles en Espagne laissait présager des données supérieures. J'ai l'impression qu'entre l'alternative de louer ou acheter des terres beaucoup auraient choisi cette dernière option, ce qui est impossible aujourd'hui du fait des restrictions de la loi marocaine. Et l'entrepreneur espagnol veut majoritairement faire un pari de stabilité et de compromis d'avenir.

Partenariat euroméditerranéen

A/I : *Cette année le Processus de Barcelone fête ses 10 ans. Pourriez-vous faire un bilan de ces 10 ans et poser les principaux défis d'avenir, depuis cha-*

L'intégration du Maghreb passe par une solution au Sahara, avec un dialogue direct entre l'Algérie et le Maroc

OMAR AZZIMAN

cun de vos points de vue, rive nord et sud de la Méditerranée ?

O.A. : Le Sommet de Barcelone de 1995 est perçu comme un moment historique de grand espoir. Dans certains domaines – dont l'économique – l'on a obtenu de bons résultats mais les objectifs politiques sont toujours de grande actualité. La volonté politique n'a pas été à la hauteur, l'UE a regardé plus vers l'Est que vers le Sud, la situation au Proche-Orient s'est compliquée et l'inégalité de développement menace de plus en plus la région. C'est pour cette raison que le Sommet de Barcelone est d'une spéciale relevance. Nous parions une nouvelle fois pour une seconde opportunité. Il est important de faire un bilan critique pour en sortir les leçons adéquates, réaliser les réformes nécessaires et les ajustements opportuns pour avancer ; de même il est essentiel que l'on approfondisse les compromis avec le développement, la modernisation et la démocratisation de la rive sud.

L.P. : Du point de vue du Nord, le Sommet de Barcelone 10 ans après, est le sommet qui confirme qu'une stratégie était nécessaire en Méditerranée et qui devait refléter le compromis d'action et de solidarité du Nord avec le Sud. Il s'agit maintenant d'amplifier cette coopération politique, économique et culturelle dans de nou-



Omar Azziman : « Le Maroc soutient la proposition d'Alliance des Civilisations en tant que réponse aux maux qui touchent le monde moderne ». / AFP

veaux domaines, comme le judiciaire ou les migrations. Je comprends que depuis le Sud, la vision soit un peu plus critique, sûrement parce que les attentes étaient supérieures. L'élargissement de l'UE a été perçu comme un détournement de l'attention vers d'autres lieux. Une occasion se présente maintenant de démontrer que ce n'est pas ainsi et que le compromis européen avec le développement du sud de la Méditerranée est encore vivant.

A/I : L'intégration des pays du Maghreb a été identifiée comme un élé-

ment essentiel du partenariat euroméditerranéen. Croyez-vous que cette nouvelle étape puisse contribuer à trouver une sortie au conflit de Sahara Occidental et, en conséquence, à revitaliser l'Union du Maghreb arabe (UMA) ?

O.A. : Le conflit du Sahara est entre les mains de l'ONU qui s'efforce pour trouver une solution politique accommodant toutes les parties dans le cadre de la souveraineté du Maroc. Dans ce sens, des pays amis du Maghreb comme la France et l'Espagne peuvent jouer, et de ce fait le jouent, un rôle important. Cependant, la construction du Maghreb est conditionnée à la solution du conflit du Sahara qui passe inévitablement par un dialogue direct et constructif entre le Maroc et l'Algérie.

L.P. : Pourvu qu'il en soit ainsi. La fermeture des frontières entre l'Algérie et le Maroc n'est certainement pas compatible avec l'intégration régionale qui constitue la source d'inspiration du Processus de Barcelone. Ainsi, toutes les avancées bilatérales qui puissent avoir lieu doivent être les bienvenues. Cela contribuera également à une solution juste et acceptable pour les parties sur le Sahara, sans laquelle le progrès substantiel dans l'intégration du Maghreb n'est pas concevable.

A/I : Le 27 novembre s'est tenu le Sommet de Majorque comme un

L'intérêt des USA et de l'Europe pour le Maghreb s'explique du point de vue de la stabilité en Méditerranée

LUIS PLANAS

premier pas pour la mise sur pied du projet d'Alliance des Civilisations proposé par Zapatero et garanti par les Nations unies. A votre avis, quels domaines devrait aborder directement le projet et comment peut-il contribuer à renforcer les relations entre l'Espagne et le Maroc ?

L.P. : La proposition d'Alliance des Civilisations est au fond une volonté de dialogue et de compréhension mutuels. Le Maroc l'a appuyé depuis le début et ce n'est pas fortuit. La volonté réformatrice de Mohammed VI implique une grande partie des présupposés de base de la proposition. Par exemple, que la démocratie et l'islam ne sont pas incompatibles ; ou que le respect des traditions ne peut empêcher l'égalité entre la femme et l'homme.

O.A. : Effectivement, le Maroc a appuyé l'initiative de l'Alliance des Civilisations depuis le début car elle est considérée un acte courageux et une réponse intelligente à la thèse du choc des civilisations. Nous avons toujours appuyé les initiatives de dialogue entre cultures et religions. Le dialogue que suppose l'Alliance des Civilisations constitue une réponse aux maux qui touchent le monde moderne. Pour ce qui est des relations entre le Maroc et l'Espagne, ce projet acquiert un symbolisme spécial dans la mesure où personne ne sait mieux que nous – marocains et espagnols – que les moments les plus glorieux de notre histoire commune ont été des moments d'amitié, cohabitation et complicité entre musulmans, chrétiens et juifs. Pour cette raison, il nous co-



Luis Planas : « Le sommet de Barcelone est une excellente occasion de démontrer que malgré l'élargissement, l'engagement de l'UE vis-à-vis du sud de la Méditerranée existe toujours. » / EFE

rrpond de ressortir les leçons de notre histoire et ouvrir des perspectives de futur. Nous avons pleine confiance dans le rôle que pourront jouer des personnalités aussi notables que Federico Mayor Zaragoza et André Azoulay.

A/I : Les Etats-Unis montrent ces derniers temps un intérêt croissant pour le Maghreb. Selon vous, quelle est la raison de cet intérêt ? Croyez-vous que la politique extérieure des USA puisse, dans un certain sens, gêner l'Europe dans sa politique envers le Maghreb et le Proche-Orient ? Peut-on considérer les USA comme

un concurrent de l'UE dans la région ?

O.A. : Les relations entre le Maroc et les USA constituent un des axes stables de la politique extérieure des deux pays. Le fait que ces relations soient renforcées, reflète une évolution normale, logique et « salutaire ». Ce renforcement n'a aucune raison d'être dirigé contre qui que ce soit et encore moins contre l'Europe, qui de son côté maintient des relations privilégiées avec les USA. Accroître et diversifier les partenaires est, en soi, un fait positif et avantageux aussi bien pour le Maroc que pour l'UE. Pour ce qui est du Proche-Orient, je répète que la position du Maroc est de plein appui au processus de paix qui conduira les différents pays de cette région vers la paix et la prospérité.

L.P. : Je suis convaincu de la similitude entre les paramètres d'action des USA et ceux de l'UE. Le Maghreb présente un grand intérêt du point de vue de la stabilité en Méditerranée occidentale, mais aussi parce que l'on considère que le Maroc est un exemple de pays qui tout en respectant ses traditions, introduit des réformes qui le rapprochent du monde extérieur. Dans ce sens, je ne pense pas que les deux approches puissent se considérer rivales, mais plutôt complémentaires. La nuance, si telle est, repose sur le fait que nous européens nous pensons que ce processus ne peut être qu'endogène au propre monde arabe, ou pour le dire autrement, que la démocratie naît de bas en haut. ■